

## Zoom sur ...

... le Salon internationale de l'agriculture et des ressources animales (SARA), organisé du 22 novembre au 1<sup>er</sup> décembre à Abidjan

Relancé en 2015 après 16 ans d'absence, le SARA se tient cette année du 22 novembre au 1<sup>er</sup> décembre à Abidjan. Il s'agit de la **5<sup>ème</sup> édition de ce salon professionnel et grand public**, organisé tous les deux ans – **le plus grand salon spécialisé agricole d'Afrique de l'Ouest francophone**. L'édition 2017 avait déjà rassemblé 718 entreprises exposantes de 25 pays et accueilli 300 000 visiteurs. Le 22 novembre 2019, **19 ministres africains originaires de 17 pays** étaient présents lors de la journée d'ouverture. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire avait choisi cette année **la France comme pays à l'honneur, une première pour un pays non-africain**. La France était donc fortement mobilisée à travers : **63 exposants** ; plusieurs partenaires institutionnels : ADEPTA, AFD, CIRAD, FranceAgriMer ; **5 régions** : Pays de la Loire, Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est, Hauts-de-France et Nouvelle-Aquitaine ; **30 entreprises et acteurs économiques en mission de prospection** ; plus de 200 décideurs, experts et institutionnels français.

**Le ministre français de l'Agriculture et de l'alimentation, Didier Guillaume, s'est également déplacé à Abidjan** à cette occasion. Au cours de sa visite, il a été reçu par le Président de la République Alassane Ouattara et le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, puis a participé à un déjeuner de travail avec 5 ministres ivoiriens en charge des questions agricoles (ministres de l'Agriculture et du développement rural ; des Ressources animales et halieutiques ; de la Promotion de la riziculture ; de l'Environnement et du développement durable ; des Eaux et forêts). Didier Guillaume s'est aussi rendu à l'Institut de Formation Professionnelle Agricole de Bingerville et a visité une **cacaoyère appuyée par une équipe du CIRAD** (le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement). Enfin, le ministre français a parrainé la signature de plusieurs accords et le lancement de deux projets illustrant notre coopération sur le pavillon France : i) un accord de coopération entre la direction générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER) agricole française et l'Institut national de la formation professionnelle de Côte d'Ivoire ; ii) un accord **pour la création de la chaire "innovation agricole en Afrique", à l'initiative de la fondation Pierre Castel avec l'INP-HB de Yamoussoukro** ; iii) un protocole entre la Chambre d'agriculture de la région Auvergne-Rhône Alpes et la Chambre ivoirienne ; iv) le lancement du projet PAMPIG 2

entre l'AFD et l'Office africain de la propriété intellectuelle (OAPI) visant le développement des indications géographiques en Afrique de l'Ouest ; v) la présentation du projet de l'AFD avec Agronome et vétérinaire sans frontière sur le commerce équitable. **Le secrétaire d'État au Commerce extérieur, Jean-Baptiste Lemoyne, s'est également rendu au SARA** où il a été accueilli par le ministre de l'Agriculture et du développement rural.

Pour rappel, **la France était le 1<sup>er</sup> investisseur en Côte d'Ivoire en termes de flux (50 M EUR d'après la Banque de France) et de stock (1,6 Md EUR) en 2018**. Les importations de produits ivoiriens en France se sont établies à 820 M EUR, dont 376 M EUR de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture – faisant de **la Côte d'Ivoire le 3<sup>ème</sup> fournisseur de la France en Afrique subsaharienne**.

**L'agriculture, une filière de poids dans l'économie ivoirienne**

Le secteur agricole représente plus que 28% du PIB de l'économie ivoirienne et emploie près de la moitié de la population active. Les matières premières agricoles et de première transformation représentent plus de 70% des exportations du pays, dont 54% pour le seul cacao – dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial (plus de 45% de la production mondiale pour la campagne 2018-2019, avec 2,2 Mt). La Côte d'Ivoire est également le premier pays producteur de noix de cajou, avec plus de 700 000 tonnes, dont moins de 10% sont actuellement transformées sur place.



Signature de plusieurs partenariats stratégiques de coopération dans l'enseignement agricole et la structuration de filières au SARA le 23 novembre - [Source](#).

## ACTUALITE REGIONALE

---

### **Les premiers accords européens pour une coalition de forces spéciales au Sahel se concrétisent**

[L'Estonie, la République tchèque et la Belgique confirment leur participation à la force « Takuba »](#) voulue par la France au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Celle-ci sera basée à Gao (Mali). En Estonie, le Parlement a approuvé le 6 novembre un renforcement du contingent déjà présent depuis l'été 2018 à Gao, qui passera de 50 à 95 personnes, et l'envoi de forces spéciales au deuxième semestre 2020. Alors que la Belgique participe déjà à une mission de formation de forces spéciales au Niger (entre 50 et 80 militaires selon les périodes) et contribue à la mission des Nations unies au Mali (Minusma), avec 120 personnes, le ministre de la Défense a annoncé le 24 novembre une cotisation supplémentaire de trois officiers dans le futur état-major de « Takuba ». Enfin, le ministre tchèque des Affaires étrangères a indiqué, dans un entretien accordé au Monde 21 novembre à Prague, que son pays participera également à la coalition. La République Tchèque a déjà affectés 120 militaires à la protection de la mission européenne de formation de l'armée malienne (EUTM), dont la République tchèque prendra le commandement en 2020. Par ailleurs, le commandement américain pour l'Afrique a annoncé le 1<sup>er</sup> novembre la mise en service opérationnelle de leur base d'Agadez, au Niger, tandis que les Russes ont annoncé un nouveau partenariat militaire avec le Mali. Pour rappel, l'opération française Barkhane mobilise 4 500 militaires depuis août 2014 dans la bande sahélo-saharienne en soutien aux armées nationales qui combattent des djihadistes affiliés au groupe Etat islamique (EI) ou à Al-Qaïda. Treize militaires français de la force Barkhane ont péri lundi soir au Mali dans la collision de deux hélicoptères lors d'une opération de combat.

### **Possible entrée en bourse de la branche Afrique/Moyen-Orient du groupe Orange**

[Selon des informations rapportées par l'agence Bloomberg](#), la direction du groupe de télécommunications réfléchit à l'introduction en bourse de sa branche Afrique/Moyen-Orient (18 filiales au total, dont celle de la Côte d'Ivoire et le Sénégal). Evaluée à 13 Mds EUR par Bloomberg Intelligence, la société est un des leviers de croissance du groupe Orange, porté par l'expansion des services financiers d'Orange Money sur le continent, qui ont représenté 340 M EUR de chiffre d'affaires en 2018. La branche Afrique/Moyen-Orient a enregistré un chiffre d'affaires global de 5,1 Mds EUR, généré par environ 123 millions d'abonnés qui représentent près de 45% du parc d'abonnés total du groupe.

## BENIN

---

### **La Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin, bientôt opérationnel**

Le [Conseil des ministres du 13 novembre](#) a approuvé les statuts de la Caisse des Dépôts et Consignations, nommé ses membres et l'a dotée d'un fond initial de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR). Cet établissement public aura pour principales missions de conserver et gérer les dépôts et valeurs appartenant aux structures qui y sont tenues ou qui en font la demande ; les consignations administratives et judiciaires ; ainsi que les cautionnements.

### **270 M USD de la banque allemande KFW-IPEX pour financer la phase II de la route des pêches**

Le ministre béninois des Finances et de l'économie, Romuald Wadagni, et une délégation de la banque KFW-IPEX, en présence du ministre allemand de l'Economie, Peter Altmaier, [ont signé le 19 novembre un accord pour le financement de la phase II](#) de la route des pêches au Bénin, qui prévoit l'aménagement d'une voie linéaire de 53,75 kilomètres de longueur avec 3 bretelles en 2x2 voies, 9 ponts et passages supérieurs à hauteur de Cocodji, de postes de péage et autres aménagements. Dans ce cadre, le Bénin bénéficiera d'un financement de 270 M USD de la banque allemande KFW-IPEX. Le protocole d'entente a été signé à Berlin, en marge de l'édition 2019 du Sommet du G20 « Compact with Africa » organisée les 19 et 20 novembre 2019.

## BURKINA FASO

---

### **Le rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat adopté**

Le rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat au 30 septembre 2019 a été adopté lors du [Conseil des ministres du 27 novembre 2019](#). Pour une prévision annuelle dans la loi de finances initiale de 1 954,6 Mds FCFA (3 Mds EUR), le niveau global de mobilisation des ressources de l'Etat s'est chiffré à 1 315,3 Mds CFA (2 Mds EUR), soit un taux de réalisation de 67,3% contre 61,6% en 2018 à la même période. Sur une prévision ajustée, base crédits de paiement de 2 304,3 Mds CFA (3,5 Mds EUR), les dépenses exécutées s'élèvent à 1 612,1 Mds CFA (2,4 Mds EUR), soit à un taux de réalisation de 70%, contre 61,6% à la même date en 2018. L'épargne budgétaire et le solde global étaient respectivement excédentaire de 39,3 Mds FCFA (60 M EUR) et déficitaire de 296,8 Mds FCFA (452 M EUR), contre 96,2 Mds (146,6 M EUR) et 226,7 Mds FCFA (345,5 M EUR) à la même période en 2018.

### **Accord sur les réformes envisagées dans le cadre du 2<sup>ème</sup> MCC**

Le Gouvernement burkinabè et les experts du compact du Millennium Challenge Corporation (MCC) américain sont parvenus, le 21 novembre 2019, à [un accord sur les réformes envisagées dans le cadre d'un programme « Compact » de la MCC](#) au bénéfice du Burkina Faso. Pour rappel, après la sélection du Burkina Faso en décembre 2016 pour un « Compact », une étude d'analyse diagnostique réalisée par l'UCF-Burkina d'avril à août 2017 avait permis d'identifier le faible accès à l'électricité comme une contrainte majeure à l'investissement privé et à la croissance économique. Le programme sera ainsi dédié à ce secteur. Dans ce cadre, le gouvernement burkinabè s'est engagé à approuver en Conseil des ministres, au plus tard le 14 février 2020, la Feuille de route du domaine de l'électricité (2020-2035). La cérémonie officielle de signature de l'Aide-mémoire aura lieu au début décembre 2019 au cours d'une mission de haut niveau du MCC conduite par Madame Kieh Kim, Vice-présidente adjointe principale chargée des opérations de « Compact ». Pour rappel, la [MCC est un fonds de développement bilatéral américain](#) créé en 2004. Les programmes Compact sont des accords quinquennaux entre la MCC et un pays éligible pour financer des programmes spécifiques visant à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance économique.

## CAP-VERT

---

### **L'Etat du Cap-Vert vend ses parts dans le distributeur de produits pétroliers Enacol (2,1%)**

[Le gouvernement cap-verdien a présenté le 20 novembre une offre publique](#) de vente de sa participation de 2,1% dans le distributeur de carburant Enacol, détenu à 48,3% par la compagnie pétrolière portugaise Galp et à 38,7% par l'angolaise Sonangol. En 2018, Enacol représentait 52,5% du marché cap-verdien de distribution de produits pétroliers. L'Etat du Cap-Vert s'attend à recevoir 83 M CVE (760 000 EUR) de la vente de sa participation. Les « droits privilégiés » associés à cette participation, qui conféraient à l'Etat un droit de veto aux résolutions relatives aux modifications des statuts de la société, ne seront pas transférés aux acheteurs.

## COTE D'IVOIRE

---

### **Reprise de contrôle du gouvernement sur la banque BHCI**

En 2017, le gouvernement ivoirien avait officiellement marqué son accord pour la cession de la participation de 51,6% détenu par l'Etat dans le capital de la Banque de l'habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) à la société de droit canadien spécialisée dans le financement de l'immobilier, Westbridge Mortgage Reit. Dans le cadre de cet accord, Westbridge s'était engagé à restructurer la banque afin notamment de la mettre en conformité avec le dispositif Bâle II & III entrée en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 dans la zone UEMOA. Mais [par communiqué en date du 13 novembre dernier](#), le ministre ivoirien de l'Economie et des Finances a officiellement informé l'opinion nationale de l'annulation de cette opération de privatisation ; une décision qui permet à l'Etat de reprendre en main le contrôle de la banque. Le ministre justifie cette décision par l'impossibilité pour le repreneur, Westbridge, de répondre aux injonctions de la Commission Bancaire qui a

constaté plusieurs dysfonctionnements qui auraient causé des difficultés de trésorerie de la BHCI. Selon des informations relayées par un certain nombre d'organes de presse, Westbridge Mortgage Reit aurait en réponse décidé d'assigner l'Etat ivoirien devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), du groupe de la Banque mondiale.

### **Examen de la politique d'investissement par la CNUCED**

Le ministère ivoirien en charge de la Promotion de l'investissement privé a organisé le 25 novembre dernier [un atelier national de présentation du document d'examen de la politique d'investissement](#), élaboré par la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement) dans le cadre d'une assistance technique. Intervenant à cette occasion, Chantal Dupasquier, chef de la section Division de l'investissement et des entreprises à la CNUCED, a rappelé que cet exercice vise à permettre à la Côte d'Ivoire d'attirer plus d'investissements directs étrangers (IDE) et d'encourager leur déploiement sur tout le territoire national, d'augmenter la valeur ajoutée des activités qui découlent de ces IDE et d'intégrer davantage les activités des opérateurs étrangers à l'économie locale. L'examen a identifié les obstacles d'ordre réglementaire (foncier, fiscalité, propriété intellectuelle et gouvernance) qui nuisent à l'attractivité du pays. Il s'est également focalisé sur les piliers de compétitivité (infrastructures et capital humain notamment). Plusieurs recommandations stratégiques et opérationnelles ont été formulées dans le rapport. Pour mémoire, selon la CNUCED, les flux d'IDE en Côte d'Ivoire ont atteint 913 M USD en 2018 (+35% par rapport à 2017). Ces flux ne représentent qu'une part modeste (5,4%) du montant global d'IDE entrants en Afrique de l'Ouest, comparativement aux principaux récipiendaires que sont le Nigéria (32%) et le Ghana (30%).

### **Levée de fonds de Heetch pour financer sa stratégie africaine**

La jeune pousse française du VTC [ambitionne de devenir le leader du marché africain des véhicules de transport avec chauffeur](#). Pour atteindre cet objectif, le groupe a récemment réussi une levée de fonds de 4 M EUR auprès du fonds d'investissement AfricInvest, basé à Tunis. La Côte d'Ivoire fait figure de cible prioritaire pour la société, en dépit d'une interdiction des moto-taxis adopté par les autorités ivoiriennes en mai dernier, support envisagé initialement. Heetch a annoncé vouloir redéfinir sa stratégie ivoirienne avec un partenaire local. Le Cameroun, la Tunisie et le Sénégal sont également considérés comme des marchés ciblés.

### **Investissement de 4,6 Mds FCFA par Cargill dans la production durable de cacao**

[La société américaine d'agroalimentaire Cargill a annoncé un investissement d'un montant de 4,6 Mds FCFA \(7 M EUR\) sur les trois prochaines années](#). Selon la société, ce montant est destiné à la mise en œuvre d'une production durable de cacao. Cargill est engagé avec les associations CARE et Save the Children notamment sur le plan de l'inclusion financière des femmes dans la production de cacao et de la réduction des risques du travail infantile dans le secteur. Une collaboration avec Empow'her est envisagée pour renforcer l'appui des coopératives aux femmes. Cargill investit également 59 Mds FCFA (90 M EUR) pour étendre la capacité son site de transformation de cacao à Yopougon de 50%.

### **Promesses d'investissements à hauteur de 5,8 Mds EUR pour le tourisme**

[À l'occasion d'une table ronde organisée à Hambourg par le ministre du Tourisme ivoirien, Siandou Fofana](#), 3 808 Mds FCFA (5,8 Mds EUR) de promesses d'investissements touristiques ont été annoncées. Cela fait suite au montant de 2 500 Mds FCFA (3,8 Mds EUR) de promesses d'investissements touristiques déjà annoncé au mois d'octobre à l'issu d'une table ronde à Dubaï. Cette levée s'inscrit dans le cadre du programme « Sublime Côte d'Ivoire », initialement estimé à 3 200 Mds FCFA (4,9 Mds EUR), qui ambitionne de porter la contribution du tourisme au PIB de 6,25% en 2018 à environ 8% à l'échéance 2025. Le programme prévoit la construction de 40 parcs de loisirs à Abidjan et 31 parcs de loisirs dans les chefs-lieux de région de la Côte d'Ivoire et d'importants investissements dans le secteur hôtelier de la région du Bélier, au centre du pays.

## **Lancement d'une initiative de sensibilisation et de recyclage des déchets électroniques par MTN, Electronic Wastes Africa (EWA) et Leader Initiative Board (LIB)**

Dans le cadre de sa politique « RSE » (responsabilité sociale des entreprises), l'opérateur téléphonique sud-africain MTN CI a lancé en partenariat avec l'entreprise Electronic Wastes Africa (EWA) et l'association universitaire Leader Initiative Board (LIB) [le projet « U-Ewaste »](#). Le programme pilote qui se déroulera à l'Université Félix Houphouët-Boigny prévoit une plateforme de sensibilisation et la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).

## **Présentation d'une pompe hydraulique Vergnet Hydro au ministre de l'Hydraulique**

[Le 22 novembre 2019, le ministre de l'Hydraulique a pris part à une cérémonie de présentation d'un démonstrateur dans le village de Koffikokorekro](#). Conçu et construit par l'entreprise française Vergnet Hydro, ce démonstrateur est composé d'une pompe à motricité humaine traditionnelle couplée d'une pompe solaire et d'un réservoir. Le recours au solaire dans cette installation vise à réduire la pénibilité de la corvée d'eau des populations villageoises. Le ministre ivoirien s'est assuré du bon fonctionnement des premières pompes hybrides solaires et de la satisfaction des populations en vue d'une potentielle vulgarisation du projet sur le territoire national.

## **GAMBIE**

---

### **Projets de soutien au secteur agricole**

Répondant aux agriculteurs de la région de l'Upper River, le Président gambien Adama Barrow a promis aux agriculteurs de ne pas acheter d'arachide à crédit cette année, contrairement à l'année dernière, et a assuré un bon prix. Il a également annoncé que les agriculteurs recevraient des engrais sous forme de subventions à partir d'avril. Il a ajouté que plusieurs projets soutenus par les partenaires internationaux devraient démarrer dans le cadre d'une stratégie de développement agricole : un projet de développement du riz, un dans l'alimentation animale, des centres d'enseignement agricole et un projet visant à fournir des installations de stockage de produits agricoles et végétaux. Parallèlement, [un programme de 7,7 M USD pour la transformation des chaînes de valeur du riz agricole a été lancé, financé sur cinq ans par la BAD](#) et le gouvernement gambien. Il cible plus de 15 000 ménages et 500 jeunes entrepreneurs avec pour objectif d'améliorer les revenus agricoles, la production animale rurale, la nutrition et la sécurité alimentaire.

## **GUINEE**

---

### **Lancement du système général de diffusion de données améliorées (SGDD-a)**

Ce lancement, qui a eu lieu le 26 novembre 2019, fait suite à une mission d'Assistance Technique du Département des Statistiques du FMI et de la Banque Africaine de Développement. L'objectif principal est de contribuer à la diffusion des données macroéconomiques et financières nationales produites par la Guinée à des périodicités régulières. A ce stade, sont couvertes [15 catégories de données macroéconomiques et financières](#) qui sont produites et fournies par le ministère de l'Economie et des finances, le ministère du Budget, le ministère du Plan et du développement économique et la Banque centrale de Guinée.

### **Guinea Alumina Corporation (GAC) signe un accord de fourniture de bauxite à la société chinoise XINFA**

Emirates Global Alumina (EGEA), maison mère de la filiale guinéenne Global Alumina Corporation, a signé un accord avec la société chinoise XINFA portant sur la fourniture de bauxite pour les cinq prochaines années. Le premier navire devrait charger en janvier 2020. A noter que la première exportation de bauxite de GAC a démarré au mois d'août 2019. GAC produira 12 millions de tonnes de bauxite à moyen terme.

## GUINEE-BISSAU

---

### Tenue du 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle

A l'issue de ce scrutin organisé le 24 décembre dernier, le candidat du parti historique et dominant, le PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert PAIGC), Domingos Simoes Pereira (56 ans, chef du gouvernement en 2014 puis en 2015), est arrivé en tête avec un score de 40,13%. Il est suivi par un autre ancien premier ministre (2016-2018), Umaro Sissoco Embaló (47 ans) qui a été crédité de 27,65 % des suffrages. A noter que le Président sortant José Mário Vaz (élu en 2014) est arrivé en 4<sup>ème</sup> position avec 12,4% des voix, juste derrière l'ancien Premier ministre Nuno Gomes Nabian (13,16%). [Ces résultats ont été communiqués le 27 novembre 2019 par la commission électorale qui a par ailleurs indiqué un taux de participation de 74%](#). La présidentielle s'est tenue sans incident majeur, sous la surveillance des observateurs nationaux et étrangers (Nations Unies notamment). Les organisations internationales ont appelé chacun à respecter le scrutin des urnes. La CEDEAO (partenaire et médiatrice historique dans la crise institutionnelle qui secoue le pays depuis des années) a, [dans une déclaration préliminaire](#), jugé régulier le déroulement du scrutin. Le second tour est prévu le 29 décembre.

## MAURITANIE

---

### Création d'un fonds de 527 M USD dédié à la lutte contre la pauvreté et la précarité

Le Président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a annoncé le 28 novembre [la création d'une délégation chargée d'exécuter des programmes de lutte contre la pauvreté et la précarité](#), dotée d'un budget de 20 Mds MRU (527 M USD). Cette délégation devra être mise en œuvre dans les cinq prochaines années et un conseil présidentiel sera créé pour assurer un suivi régulier des politiques et programmes sociaux dans le pays.

## NIGER

---

### Mauvaise campagne agro-sylvo-pastorale dans le sud

Plus d'un million de personnes pourraient être affectées par l'insécurité alimentaire dans les prochains mois, soit 28% de la population de la région de Maradi (deuxième plus grande ville du pays). Cette situation résulte de plusieurs facteurs : une saison des pluies marquée par des inondations qui ont détruit plusieurs hectares de cultures ; des précipitations tardives qui ont entraîné des dégâts dans la chaîne de production ; et la destruction des cultures par des insectes dans plusieurs villages.

## SENEGAL

---

### 40 Mds FCFA de la BAfD au PAMER-1

Le ministre de l'Economie, du plan et de la coopération et la directrice générale adjointe de la Banque africaine de développement (BAfD) pour l'Afrique de l'Ouest, Marie-Laure Akin-Olugbade, ont procédé, le 25 novembre à Abidjan en Côte d'Ivoire, à [la signature d'un accord d'appui budgétaire de 62,3 M EUR](#), destiné au programme d'appui à la mobilisation des ressources et à l'efficacité des réformes stratégiques de la phase 1 du Plan Sénégal émergent (PAMER-1). Le programme vise à améliorer l'administration de l'impôt mesuré par le score Doing Business, le faisant passer de 48,08 points en 2018 à 50 points en 2022, et à élargir la pression fiscale de 15,3% du PIB en 2018 à 20% en 2023.

### Un programme de 4,4 millions de lampes à économie d'énergie annoncé

[Selon son directeur, l'Agence pour l'économie et la maîtrise de l'énergie \(AEME\) travaille sur plusieurs programmes pour réduire la consommation énergétique](#), à travers le remplacement des lampes à incandescence par 4,4 millions de lampes à économie d'énergie destinées aux ménages, aux administrations et aux petits professionnels. Cette initiative, qui entre dans la continuité des actions déjà entreprises, viserait

des économies annuelles d'énergie d'au moins de 88,1 MW de puissance de pointe et de 184,4 GWh d'énergie, correspondant aux besoins énergétiques de près de 140 000 ménages.

### **La hausse du prix de l'électricité justifiée par un manque à gagner de plus de 12 Mds FCFA**

Le directeur général de la Société nationale d'électricité (SENELEC) [a confirmé, le 26 novembre, l'entrée en vigueur, de la hausse du prix de l'électricité, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019](#). 611 203 familles à faibles revenus (factures inférieures à 25 000 FCFA tous les deux mois), qui constituent 54 % de la clientèle domestique, ne seront pas impactées par cette hausse. Ce réajustement tarifaire n'entraînerait pas d'augmentation du revenu de la SENELEC, dont le revenu maximum autorisé est déjà arrêté par la Commission de régulation du secteur de l'électricité (CRSE). Selon le directeur, Pape Demba Biteye, les services de la SENELEC ont enregistré un manque à gagner de près de 19 M EUR depuis le début du dernier trimestre 2019. Pendant ces trois dernières années, le gouvernement sénégalais aurait supporté 316,3 Mds de FCFA (482 M EUR) afin d'éviter une augmentation des tarifs pour le consommateur.

## SIERRA LEONE

---

### **Une inflation de 15,85% en g.a. à fin octobre 2019**

[Selon l'institut national de statistique, l'inflation à légèrement accéléré au mois d'octobre 2019 pour se situer à 15,85% en glissement annuel \(g.a.\)](#), contre un taux de 15,16% en septembre dernier. Cette évolution a été soutenue par les principaux postes ci-après : alimentation et boissons non-alcoolisées (+0,8 point de pourcentage –pp– par rapport à fin octobre 2018), boissons alcoolisées (+3,25 pp), logement, eau et électricité (+2,8 pp). A noter que le FMI table sur un taux de 15,7% (en moyenne annuelle) à fin décembre 2019.

## TOGO

---

### **L'Etat prolonge le délai de dépôt des offres pour la privatisation de la BTCI et de l'UTB**

Initialement fixée au 22 novembre 2019, [la date limite de dépôt des offres de préqualification pour la privatisation de la BTCI et de l'UTB](#) a été reportée au 6 décembre 2019 à 10h TU. La privatisation de ces deux banques fait partie d'une stratégie de désengagement du gouvernement vis-à-vis du secteur bancaire, soutenue notamment par le FMI.

<b>Indicateurs Pays</b>	<b>BEN</b>	<b>BFA</b>	<b>CIV</b>	<b>RCI</b>	<b>GMB</b>	<b>GIN</b>	<b>GNB</b>	<b>LBR</b>	<b>MLI</b>	<b>MRT</b>	<b>NER</b>	<b>SEN</b>	<b>SLE</b>	<b>TGO</b>	<b>UEMOA</b>	<b>ASS</b>
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	<b>120,4</b>	<b>992,6</b>
<b>Macroéconomie</b>																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	<b>140,3</b>	<b>1 642,7</b>
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	<b>1 060</b>	<b>1 658</b>
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	<b>6,3</b>	<b>3</b>
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	<b>1,4</b>	<b>8,5</b>
<b>Finances Publiques</b>																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	<b>-3,8</b>	<b>-3,7</b>
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	<b>52,5</b>	<b>48,5</b>
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	<b>16,2</b>	-
<i>Risque Pays<sup>1</sup></i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<b>Echanges</b>																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers<sup>2</sup> (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	<b>3 573</b>	<b>11 015</b>
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	<b>1380</b>	<b>8 069</b>
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	<b>-6,8</b>	<b>-2,6</b>
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>																
<i>IDH (2018)<sup>3</sup></i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)<sup>4</sup></i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>5</sup></i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map-2017

<sup>3</sup> PNUD - Classement sur 188 pays

<sup>4</sup> Banque mondiale - Classement sur 190 pays

<sup>5</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque